

# PACTE DEPARTEMENT ET TERRITOIRES

2024 -2026

## **CONVENTION**

Entre

**Le DEPARTEMENT DE LA REUNION**

ET

**LA COMMUNE DE BRAS PANON**

ET

**LE CCAS DE BRAS PANON**

Votée en Commission Permanente du :

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE LA REUNION REPRESENTÉ PAR

Monsieur Cyrille MELCHIOR, Président du Conseil Départemental

ET LA COMMUNE DE BRAS-PANON REPRESENTÉE PAR

Monsieur Jeannick ATCHAPA, Maire de la commune,

ET LE CCAS DE BRAS-PANON REPRESENTÉ PAR

Monsieur Frédéric STAINCQ, Vice-Président du CCAS

IL EST CONVENU CE QUI SUIVRA

### Préambule

Par décision de la Séance Plénière du 27 mars 2024, le Conseil Départemental a adopté la mise en place du cadre relatif au **Pacte Département et Territoires (PDT)**, pour la période 2024-2026. Il vient relayer le Pacte de Solidarité Territoriale 2ème génération (PST2) qui prend fin le 31 décembre 2024 prochain.

La reconduction d'un tel dispositif, traduit la volonté de la Collectivité de poursuivre son effort en faveur des communes et de leur CCAS en leur allouant un montant de 90 millions d'euros, sur trois années, dont 75 millions d'euros en **investissement « socle commun »**, 5 millions en **investissement « PVD »** (Petites Villes de Demain) et 10 millions en **fonctionnement « volet social »**.

La présente convention a pour objet de valider les projets qui vont agréger le volet **investissement « socle commun »**, le volet **investissement « PVD »** et le **fonctionnement « volet social »**, du PDT de la commune de BRAS PANON.

## **I. PARTIE 1 : LES ELEMENTS COMMUNS AUX VOLETS INVESTISSEMENT « SOCLE COMMUN », INVESTISSEMENT « PVD » ET FONCTIONNEMENT « SOCIAL »**

La première partie présente les modalités communes aux deux volets investissements (« socle commun » et « Petites Villes de Demain ») et fonctionnement (« social »).

### **1. Contractualisation**

La signature la convention entre la Commune et/ou le CCAS de BRAS PANON et le Département formalise le partenariat sur la base d'une enveloppe pluriannuelle notifiée pour la période 2024-2026.

La convention liste les opérations et/ou actions communales, pour lesquelles, la commune et/ou le CCAS, sollicitent un financement du Département.

Chaque opération et/ou action donnera lieu à la rédaction d'une fiche action par la commune et/ou le CCAS. Ces fiches actions seront jointes en annexe de la convention signée entre les parties. Le Département transmettra aux bénéficiaires un modèle de fiche action qui comprendra entre-autres :

- Le titre du projet
- Le descriptif du projet
- Le montant total du projet
- Le montant sollicité pour la participation départementale
- Le montant financé par la commune et/ou le CCAS
- Le montant financé par d'autres partenaires potentiels
- Un paragraphe faisant le lien avec les enjeux de la transition écologique et solidaire ainsi que les enjeux dans le champ du Handicap
- Le calendrier de mise en œuvre de l'opération
- Les indicateurs de réussite permettant de réaliser une évaluation du projet

La somme des montants sollicités pour la participation départementale devra être inférieure ou égale à l'enveloppe pluriannuelle affectée à la commune et au CCAS.

La mise en œuvre sera la suivante pour la signature des actes :

- Signature d'une convention tripartite Département, CCAS et Commune au démarrage du dispositif, fixant le montant de l'enveloppe répartie entre les deux entités, sur les deux volets investissements et fonctionnement (accessibles aux deux parties).
- Signature des avenants par les trois parties, quelques soit l'incidence financière sur la répartition de l'enveloppe entre la Commune et le CCAS.

**L'enveloppe affectée à la commune pour la période 2024-2026, est de :**

- **2 421 475 € pour les opérations d'investissement « Socle commun »**
- **701 001 € pour les opérations d'investissement « PVD »**
- **218 110 € pour les actions de fonctionnement sur le « Volet social »**

## **2. Modalités de financement, de versement et justificatifs**

**2.1** Pour chaque opération ou action, une avance non remboursable de **20%** du montant total de l'opération et/ou de l'action allouée pour la période 2024-2026 sera versée :

- Pour le volet « investissement », à transmission de l'ordre de service de démarrage de l'action / opération.

- Pour le volet « fonctionnement », à transmission d'une attestation signée, du maire et/ou du président, au démarrage de l'action / opération.

**2.2 Pour chaque opération ou action, deux acomptes de 30%** du montant total contractualisé de l'opération et/ou de l'action sera versé

2.2.1/ Dès l'atteinte de 25% des dépenses hors taxe pour les volets « investissement » et « fonctionnement ».

2.2.2/ Dès l'atteinte de 50% des dépenses hors taxe pour les volets « investissement » et « fonctionnement ».

**2.3 Pour chaque opération ou action, le solde restant de 20%**, sera versé dès l'atteinte de 100% des dépenses hors taxe pour les volets « investissement » et « fonctionnement ». Le versement du solde se fera sur la base de l'état global des dépenses, par opération et/ou action.

L'état global des dépenses relatif au solde devra faire apparaître clairement un sous-total, entre les dépenses qui ont déjà fait l'objet d'un versement d'avance et d'acompte et un sous total, des dépenses pour justifier le versement du solde.

Lorsque les montants versés par le Département atteignent l'enveloppe globale allouée à la commune, il ne sera plus versé d'acompte.

Les demandes de paiements, pour chaque opération seront transmissibles tout au long de l'exercice budgétaire, soit du 15 janvier au 15 novembre au plus tard.

Le modèle de tableau des dépenses à compléter est joint en **annexe 2**.

### 3. Suivi

Les justificatifs seront transmis au plus tard quatre mois après la fin de la période d'éligibilité des dépenses, soit jusqu'au 30 avril 2027.

La date limite d'adoption d'un avenant est fixée au 31 décembre 2025, soit l'année N-1 avant la fin du délai d'exécution du Pacte Département et Territoires.

En outre, un bilan global de l'utilisation de l'enveloppe sera réalisé dans les six mois suivant la fin de l'éligibilité des dépenses. En cas de trop-perçu, c'est-à-dire si les montants versés par le Département excèdent les montants justifiés par la commune et/ou le CCAS, le Département émettra un titre de recettes pour la restitution des sommes indument versées.

Tous les éléments utiles à la liquidation, sont mentionnés dans la fiche « Bilan technique et financier » pour le solde d'une opération et/ou action sur le Pacte Département et Territoires 2024-2026, figure en **annexe 3**.

### 4. Communication

Le bénéficiaire s'engage à collaborer avec le Département pour la définition et la mise en place des actions de communication sur les aides départementales, et à fournir à ses services toutes les informations requises sur l'état d'avancement de ses opérations.

Pour les travaux, le bénéficiaire s'engage à mettre en place un panneau de chantier précisant le coût HT du projet ainsi que la participation du Département en termes de taux et de montant.

Enfin, la commune et/ou le CCAS s'engage à associer l'exécutif départemental à l'inauguration de toute opération et/ou action financée par le Département et, de façon générale, à toute communication médiatique établie dans ce cadre.

En cas de non-respect, le Département se réserve le droit de réajuster les montants et les modalités de versement des subventions, y compris d'émettre un titre de recettes pour rétablir cette obligation de communication.

## 5. Contrôle et responsabilité

Le Département pourra mandater un contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation des fonds pour constater l'exécution réelle des prestations contractualisées et réalisées.

Dans le cas où ce contrôle contredirait les pièces justificatives transmises par la commune, le Département se réserve le droit de réajuster les montants et modalités de versement des subventions, y compris d'émettre un titre de recettes pour le trop-perçu.

Les aides financières apportées par le Département à la commune ne peuvent engager, à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque pouvant survenir en cours d'exécution, la responsabilité du Département à l'égard de la commune ou d'un tiers.

## 6. Taux d'intervention

Pour les volets « investissements », le taux d'intervention du Département est déterminé par la commune en fonction des financements obtenus par ailleurs, pour chaque projet, en divisant le montant sollicité pour la participation départementale par le montant total de l'opération (hors taxe).

Le taux d'intervention du Département est plafonné à 80% du coût hors taxe des opérations, et à 85% pour les dépenses d'ingénierie (note : seules les dépenses d'ingénierie d'investissement sont éligibles).

Pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants (Saint-Philippe, Cilaos, Plaine-des-Palmistes, Sainte-Rose, Entre-Deux, Trois Bassins et Salazie), ces taux peuvent être portés à 90% (ingénierie et travaux).

Pour le volet « fonctionnement », le taux d'intervention du Département est plafonné à 80% du coût hors taxe (HT) des actions.

Pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants (Saint-Philippe, Cilaos, Plaine-des-Palmistes, Sainte-Rose, Entre-Deux, Trois Bassins et Salazie), ces taux peuvent être portés à 90%.

## 7. Liste des dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont les dépenses rattachées aux projets listés dans la convention, réalisées entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Pour les volets « investissements », toutes les dépenses d'investissement liées aux opérations présentées sont éligibles, y compris les études. Cela concerne notamment les dépenses d'ingénierie d'investissement liées au projet.

Pour le volet « fonctionnement », toutes les dépenses de fonctionnement liées aux actions présentées sont éligibles, y compris les études.

## II. PARTIE 2 : VOLET INVESTISSEMENT « SOCLE COMMUN » ET « PVD »

### II.2 Type de projets éligibles

Les projets éligibles sont les projets en maîtrise d'ouvrage communale ou CCAS. Le Département a déterminé pour :

**2.1** Le volet investissement « **socle commun** » **deux thématiques** correspondant aux priorités du Département :

**THEME 1 – Pour une transition écologique et solidaire**, ceci dans le but d'amplifier la mise en œuvre du Plan de Transition Ecologique et Solidaire du Département.

Le Pacte Département et Territoires pourra donc compléter les diverses sources de financement dans le domaine.

Cette thématique doit représenter au minimum 10% de l'enveloppe « socle commun » allouée à la commune et au CCAS.

**THEME 2 – Pour une société inclusive (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)**, afin de favoriser la création de points d'accès aux droits, l'accueil pour les enfants, personnes porteuses de handicap et personnes vulnérables et les travaux de voirie à proximité des équipements départementaux ou toute autre action qui entre dans le champ de cette thématique.

**2.2** Le volet investissement « **PVD** » **une thématique** spécifiquement dédiée aux communes ayant intégrées le dispositif **Petites Villes de Demain** (PVD).

Les projets FEADER pour lesquels les plans de financement sont déjà maquetés, et pour lesquels le Département participe en tant que contrepartie nationale, ne sont pas intégrés au présent cadre.

Conformément à la répartition des compétences définies par la loi NOTRe, le Département ne peut pas contribuer à une opération, constituant directement ou indirectement, une aide à une entreprise, à l'exception d'opérations d'investissement destinées à pallier l'absence d'initiative privée pour la présence de services marchands en milieu rural.

La commune souhaite engager le programme d'investissement « socle commun » suivant dont le détail est présenté en annexe sous forme de fiches actions.

Libellé de l'opération	Coût Total HT	PDT Investissement "socle commun"			Montant Commune/CCAS		Autre financement		
		Taux	Montant € HT	Dont montant dédié à la Transition Ecologique	Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Financier
Laboratoire Transformation	125 000,00 €	80,00%	100 000,00 €		20,00%	25 000,00 €			
Parcours de santé RDR	250 000,00 €	80,00%	200 000,00 €		20,00%	50 000,00 €			
Pôle Social RDR	1 120 000,00 €	18,17%	203 500,00 €	203 500,00 €	28,26%	316 500,00 €			
Rénovation Tennis	128 540,00 €	80,00%	102 832,00 €		20,00%	25 708,00 €			
Bengali - Modernisation Voirie et espaces commun	3 540 000,00 €	51,27%	1 815 000,00 €	117 840,00 €	45,00%	1 623 999,00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>5 163 540,00 €</b>		<b>2 421 332,00 €</b>	<b>321 340,00 €</b>		<b>2 041 207,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	

La commune souhaite engager le programme d'investissement « PVD » suivant dont le détail est présenté en annexe sous forme de fiches actions.

Libellé de l'opération	Coût Total HT	PDT Investissement "PVD"		Montant Commune/CCAS		Autre financement		
		Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Financier
Pôle Social RDR	1 120 000,00 €		600 000,00 €		316 500,00 €			
Bengali - Modernisation Voirie et espaces commun	3 540 000,00 €		101 001,00 €		1 623 999,00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>4 660 000,00 €</b>		<b>701 001,00 €</b>		<b>1 940 499,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	

### III. PARTIE 3 : LES ACTIONS DE FONCTIONNEMENT « VOLET SOCIAL »

Le Département a déterminé **six axes** correspondant aux priorités du Département :

**AXE 1 - Prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance** à travers 5 actions identifiées ci-après :

- Garantir l'accès à des temps de socialisation avant 3 ans à toutes les familles
- Soutenir les familles pour prévenir les ruptures et les accompagner dans leur parcours
- Déploiement massif des petits déjeuner à l'école
- Des activités sportives et culturelles de qualité grâce à un plan de soutien aux activités périscolaires
- Lutter contre le décrochage scolaire

**AXE 2 - Sortie de la pauvreté en favorisant le retour à l'emploi pour tous** à travers 2 actions identifiées ci-après :

- Accompagner les jeunes en rupture vers l'insertion à travers le contrat d'engagement jeune (CEJ)
- Lever les freins sociaux à l'accès à l'emploi : accueil de la petite enfance, santé logement, mobilité, illettrisme

**AXE 3 – Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits** à travers 4 actions identifiées ci-après :

- Renforcer la détection du non-recours et organiser les campagnes d'aller-vers
- Prévenir les expulsions locatives pour éviter la bascule dans la grande pauvreté
- Protéger et soutenir les femmes sans domicile
- Tous types d'actions innovantes permettant de maintenir le lien social et de lutter contre l'isolement des personnes âgées et des personnes porteuses de handicap

**AXE 4 – Favoriser la transition écologique et solidaire des ménages les plus vulnérables** à travers 5 actions identifiées ci-après :

- Assurer aux bénéficiaires de l'aide alimentaire l'accès à une alimentation saine et durable
- Soutenir le volet social des Projets Alimentaires Territoriaux
- Accompagner la généralisation de la tarification sociale des cantines en particulier pour les établissements en REP/REP+
- Lutter contre la hausse des dépenses contraintes des ménages en matière d'eau et d'énergie
- Améliorer le recours au chèque énergie

**AXE 5 – Participer à l'amélioration de l'habitat à l'identique de ce qui a été réalisé dans le cadre du PST 2 annexe 4**

**AXE 6 – Soutenir les collectivités dans le développement de l'ingénierie de projet**

Le Département propose de financer une partie du coût du salaire d'un ou deux postes de technicien et/ou de chef de projet, en ingénierie sociale et de projet.

Le niveau de participation au financement du poste serait alors plafonné à 50%, dans la limite d'un salaire brut de 1800€/mois, soit 900€/mois de part Département, soit 10 800€ de subvention/an pour le Département pour un poste et 21 600€/an pour deux postes.

Les missions des postes viseraient, alors, à assurer la coordination et le suivi de l'ensemble des dispositifs-appels à projets du Département, auxquels les communes et/ou le CCAS émargeraient.

Le CCAS souhaite engager le programme relatif au **fonctionnement « volet social »** suivant dont le détail est présenté en annexe sous forme de fiches actions.



## Convention PDT - Commune-CCAS de BRAS PANON

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE



Libellé de l'opération	Coût Total HT	PDT Fonctionnement "volet social" <b>part fixe</b>		Montant Commune/CCAS		Autre financement		
		Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Financier
Portage de repas	850 110,00 €	25,66%	218 110,00 €	36,94%	314 000,00 €	25,41%	216 000,00 €	Usagers
<b>TOTAL</b>	<b>850 110,00 €</b>		<b>218 110,00 €</b>		<b>314 000,00 €</b>		<b>216 000,00 €</b>	

Libellé de l'opération	Coût Total HT	PDT Fonctionnement "volet social" <b>part variable</b>		Montant Commune/CCAS		Autre financement		
		Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Taux	Montant € HT	Financier
Portage de repas	850 000,00 €		102 000,00 €		314 000,00 €		216 000,00 €	Usagers
<b>TOTAL</b>	<b>850 000,00 €</b>		<b>102 000,00 €</b>		<b>314 000,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>320 110,00 €</b>							

## IV. PARTIE 4 : SYNTHÈSE CONTRACTUALISATION

PST 2	Commune	CCAS	Total
Investissement « socle commun »	2 421 332 €		2 421 332 €
Investissement « PVD »	701 001 €		701 001 €
Fonctionnement « volet social »		320 110 €	320 110 €

## V. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties et demeurera en vigueur jusqu'à parfaite liquidation des engagements contenus aux présentes, soit au plus tard le 30 avril 2027.

## VI. RESILIATION DE LA CONVENTION

Les parties peuvent mettre un terme à la présente convention, notamment en cas de non-respect des engagements prévus.

## VII. TRAITEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion est compétent en cas de litige entre les parties.

Convention PDT - Commune-CCAS de BRAS PANON

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE



Date : le ..... ; Lieu : à Saint-Denis

Le Président du Conseil Départemental

Le Maire de Bras-Panon

Cyrille MELCHIOR

Jeannick ATCHAPA

Le Vice-Président du CCAS de Bras-Panon

Frédéric STAINCQ

## INVESTISSEMENT « SOCLE COMMUN »

INTITULE DE L'ACTION		CREATION D'UN LABORATOIRE PARTAGE POUR LA TRANSFORMATION DE FRUITS ET LEGUMES ET UNE BOUTIQUE DE PRODUITS LOCAUX A BRAS-PANON
INV *	X	
FONC *		

\* case à cocher

<b>CONTEXTE / ENJEUX</b>	<p>Bras-Panon souhaite soutenir les agriculteurs locaux en leur offrant des infrastructures pour transformer leurs produits agricoles et un point de vente direct.</p> <p>Le projet vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir la souveraineté alimentaire.</li> <li>• Diversifier l'offre agricole et valoriser les fruits et légumes locaux, en particulier le fruit à pain.</li> <li>• Répondre à la demande croissante pour des produits alimentaires transformés et de qualité.</li> </ul>
--------------------------	---

<b>OBJECTIFS</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Augmenter les revenus des agriculteurs.</li> <li>2. Développer la filière fruit à pain.</li> <li>3. Promouvoir la souveraineté alimentaire et l'innovation.</li> </ol>
------------------	--

<b>DESCRIPTIF DE L'ACTION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un laboratoire partagé pour la transformation.</li> <li>• Lancement d'une boutique artisanale.</li> <li>• Formation et accompagnement des producteurs</li> </ul>
-------------------------------	--

<b>PERIMETRE DE L'ACTION</b> <b>Localisation</b> <b>Public visé</b> <b>Thématique</b>	<p><u>Lieu</u> : Centre-ville de Bras-Panon.</p> <p><u>Public visé</u> : Agriculteurs, artisans, consommateurs, et touristes.</p> <p><u>Thématique</u> : Diversification agricole, développement d'une filière et promotion de la souveraineté alimentaire.</p>
--	---

<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> <i>(ex : étapes, action ponctuelle ou récurrente, mise en place d'un guichet unique, ...)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Étape 1</b> : Conception du laboratoire.</li> <li>• <b>Étape 2</b> : Équipements et aménagement.</li> <li>• <b>Étape 3</b> : Formation des utilisateurs.</li> <li>• <b>Étape 4</b> : Lancement du laboratoire et de la boutique.</li> </ul> <b>Action continue</b> : Suivi, mise à jour et accompagnement.
<b>PILOTE ET PARTENAIRES</b>	Mairie de Bras-Panon <b>Partenaires</b> : Chambres d'agriculture de La Réunion et de la Polynésie, associations agricoles locales, QALITROPIC, l'ARDIE, la DAAF, les chambres consulaires CMAR et CCIR...
<b>CALENDRIER DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>2024</b> : Conception et partenariats.</li> <li>• <b>2025</b> : Aménagement, acquisition d'équipements, formation.</li> <li>• <b>2026</b> : Lancement du laboratoire et de la boutique.</li> </ul>
<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> (Commune, CCAS, Département, Etat, Région, Europe, autres...)	<b>Coût de l'opération</b> : 125 000 € <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Commune de Bras-Panon</b> : 20%- 25 000€</li> <li>• <b>Département</b> : 80% - 100 000€</li> </ul>
<b>INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (donner au moins 3 indicateurs mesurables, dont 1 indicateur qualitatif et 1 indicateur quantitatif)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de produits transformés.</li> <li>• Chiffre d'affaires de la boutique.</li> <li>• Satisfaction des utilisateurs.</li> </ul>

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<p><b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (en quoi cette action sert aussi la transition écologique et solidaire)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation des produits locaux</li> <li>• Réduction des pertes,</li> <li>• Faciliter la mise en place de circuits courts pour une empreinte carbone limitée</li> <li>• Favoriser la solidarité en fournissant des infrastructures accessibles aux petits producteurs</li> </ul>
<p><b>SOCIETE INCLUSIVE (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)</b></p>	
<p><b>OBSERVATIONS</b></p>	

<b>INTITULE DE L'ACTION</b>		<b>PARCOURS SPORT-SANTÉ DES BERGES DE LA RIVIERE DES ROCHES</b>
INV *	X	
FONC *		

\* case à cocher

<b>CONTEXTE / ENJEUX</b>	<p>Au niveau mondial, un adulte sur quatre manque d'exercice, et plus de 80 % des adolescents n'ont pas une activité physique suffisante. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la sédentarité est à l'origine, chaque année, de 2 millions de décès dans le monde ainsi que de nombreuses pathologies chroniques. De même, l'inactivité physique est responsable d'environ 10 % des décès.</p> <p>Parallèlement, l'enquête Santé à La Réunion (2019) révélait déjà une pratique sportive plus modérée sur l'île :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'activité physique est nettement moins répandue à La Réunion que dans l'Hexagone : seuls 24 % des Réunionnais suivent la recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) d'effectuer au moins 30 minutes de marche ou de vélo par jour (contre 31 % dans l'Hexagone).</li> <li>• Seuls 35 % des Réunionnais pratiquent une activité sportive de loisir chaque semaine, soit 10 points de moins qu'en métropole.</li> </ul> <p>Les bénéfices de la pratique d'activité physique et sportive, en termes de santé et de bien-être, sont désormais prouvés. L'activité physique et sportive est un déterminant majeur de l'état de santé des individus et des populations à tous les âges de la vie. Une pratique régulière, même à intensité modérée, permet de diminuer la mortalité et d'améliorer la qualité de vie. Elle constitue également un levier important de prévention et de traitement des principales pathologies sévères (cancers, maladies cardiovasculaires, diabète, etc.) et des facteurs associés.</p>
--------------------------	---

<b>OBJECTIFS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser aux bienfaits d'une activité physique pour la santé,</li> <li>• Lutter contre la sédentarité et l'inactivité grandissante, particulièrement chez les seniors et les jeunes,</li> <li>• Favoriser les interactions sociales entre les habitants.</li> </ul>
------------------	--



<b>DESCRIPTIF DE L'ACTION</b>	<p>La Ville de Bras-Panon a décidé d'aménager un parcours santé-sport sur les berges de la Rivière des Roches, dans le cadre de son programme municipal santé. Ce parcours, inclusif et adapté à tous les profils, est conçu pour encourager la pratique libre d'activités physiques, en particulier pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite.</p> <p>Le site est composé de trois zones :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Une aire de marche reliant Bras-Panon à Saint Benoit, équipée d'agrès pour la marche et le vélo.</li> <li>2. Une fit-station avec des agrès fixes adaptés et des équipements pour les personnes à mobilité réduite.</li> <li>3. Un city stade permettant la pratique de sports collectifs.</li> </ol> <p>Sous l'égide du contrat local de santé (CLS), renouvelé avec l'ARS de La Réunion en 2024, la Ville a également candidaté pour la création d'une Maison Santé-Sport (MSS). Cette MSS aura pour mission de dynamiser ce parcours santé-sport, avec des activités telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des séances adaptées aux personnes souffrant de maladies chroniques, via le dispositif "sport sur ordonnance",</li> <li>- Des séances pour les personnes à mobilité réduite,</li> <li>- Et des séances de gym pour les seniors de plus de 65 ans.</li> </ul> <p>Le service des sports de la ville, le CCAS et un enseignant en Activité Physique Adaptée encadreront ces activités. Le parcours sera ouvert 7 jours sur 7, accessible aux habitants et aux associations pour des activités individuelles ou collectives.</p>
<b>PERIMETRE DE L'ACTION</b> <b>Localisation</b> <b>Public visé</b> <b>Thématique</b>	<p>Ville de Bras-Panon</p> <p>Tout public</p> <p>Personnes âgées (+ 60 ans)</p> <p>Personnes vivant avec un handicap</p> <p>Personnes vivant avec une maladie chronique</p> <p>Santé</p>

<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> <i>(ex : étapes, action ponctuelle ou récurrente, mise en place d'un guichet unique, ...)</i>	<p>Étapes de la démarche pour la création du parcours de santé :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>Réaliser</b> un diagnostic "Mobilité et Santé" afin d'établir un état des lieux des déplacements sur le territoire et <b>identifier</b> les enjeux sanitaires et environnementaux qui en découlent.</li> <li>2. <b>Consulter</b> les experts du territoire sur la mobilité, la santé et l'environnement en <b>analysant</b> les chiffres de l'ORS en matière de santé sur la commune,</li> <li>3. <b>Organiser</b> des entretiens collectifs avec les groupes d'habitants ciblés dans les quartiers pour <b>recueillir</b> leurs avis et besoins.</li> <li>4. <b>Aménagement/ Réalisation du parcours : travaux.</b></li> <li>5. <b>Évaluer</b> l'impact des actions d'animation mises en œuvre à l'aide d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs afin de <b>mesurer</b> leur efficacité et d'<b>ajuster</b> si nécessaire.</li> </ol>
<b>PILOTE ET PARTENAIRES</b>	<p>CCAS – Ville de Bras-Panon  Service des Sports – Ville de Bras-Panon  Vital Sport Santé  ARS  DRAJES</p>
<b>CALENDRIER DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Août 2024 : Rencontre avec les partenaires pour la faisabilité du projet</li> <li>• Septembre à Décembre 2024 : COPIL du projet et rencontre avec les habitants</li> <li>• 1er trimestre 2025 : début des travaux</li> <li>• Second trimestre 2025 : ouverture du parcours de santé</li> <li>• Fin 2026 : bilan de l'action</li> </ul>
<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> <b>(Commune, CCAS, Département, Etat, Région, Europe, autres...)</b>	<p><b>Budget global : 250 000 €</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Département - PDT (80%) : 200 000 €</li> <li>- Mairie ( 20%): 50 000 €</li> </ul>



Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<b>INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (donner au moins 3 indicateurs mesurables, dont 1 indicateur qualitatif et 1 indicateur quantitatif)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'agrès et de station de travail installés</li> <li>• Nombre de personnes moyen utilisant le parcours de santé</li> <li>• Niveau de satisfaction des participants</li> <li>• Nombre de séances supervisées</li> <li>• Participation moyenne aux séances supervisées</li> <li>• Typologie des participants aux séances</li> <li>• Nombre d'actions réalisées par rapport au nombre prévu</li> </ul>
<b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (en quoi cette action sert aussi la transition écologique et solidaire)</b>	<p>Dans le cadre du parcours de santé, nous opterons pour un fournisseur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qui intègre les problématiques de développement durable de la conception jusqu'à la livraison de ses équipements.</li> <li>- qui pour limiter les rejets de CO2, devra s'appuyer particulièrement sur les ressources locales et choisira ses fournisseurs/partenaires notamment en fonction de leur proximité géographique.</li> </ul> <p>De plus, 90% des matériaux utilisés pour la construction des équipements devront être recyclables.</p>
<b>SOCIETE INCLUSIVE (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)</b>	
<b>OBSERVATIONS</b>	

<b>INTITULE DE L'ACTION</b>		<b>POLE SOCIAL DE LA RIVIERE DES ROCHES - AMENAGEMENT DU SQUARE -</b>
INV *	X	
FONC *		

\* case à cocher

<b>CONTEXTE / ENJEUX</b>	<p>Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique communale d'équipement et de redynamisation des quartiers.</p> <p>Les enjeux de ce projet sont essentiellement les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Offrir aux habitants du quartier un pôle d'accueil à vocation sociale,</li> <li>- Construire autour de cet équipement de proximité une centralité urbaine qui aujourd'hui fait défaut,</li> <li>- Proposer des espaces de socialisation, de convivialité, de détente et de loisirs, de jeux pour les enfants (proximité de l'école...),</li> <li>- Apporter une réponse à la pénurie d'espaces de stationnement au cœur du quartier.</li> </ul>
--------------------------	---

<b>OBJECTIFS</b>	<p>L'objectif principal de ce projet est d'implanter un véritable Pôle Social de quartier et d'organiser aux abords différents espaces publics à vocation de rencontre, de jeux et de loisirs, notamment en lien avec les équipements scolaires localisés à proximité.</p>
------------------	--

<b>DESCRIPTIF DE L'ACTION</b>	<p>Les travaux d'aménagement du square de la Rivière des Roches comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux préparatoires,</li> <li>- Terrassements généraux,</li> <li>- Travaux de voirie,</li> <li>- Cheminements piétons, traversés de voirie, trottoirs, placettes et parvis,</li> <li>...</li> <li>- Aires de jeux pour enfants,</li> <li>- Terrain compact multisports,</li> <li>- Ouvrages divers (abris-pergolas...),</li> <li>- Mobilier et signalétique diverses,</li> <li>- Végétalisation</li> <li>- GIEP et réseaux divers</li> <li>- Alimentation AEP (bornes fontaine et arrosage),</li> <li>- Eclairage public.</li> </ul>
-------------------------------	---

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<b>PERIMETRE DE L'ACTION</b> <b>Localisation</b> <b>Public visé</b> <b>Thématique</b>	<b>Localisation</b> : Rivière des Roches <b>Public visé</b> : Habitants du quartier Rivière des Roches, écoles <b>Thématique</b> : Aménagement d'espace public
<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> <i>(ex : étapes, action ponctuelle ou récurrente, mise en place d'un guichet unique, ...)</i>	<b>Phase 1</b> : Etudes de maîtrise d'œuvre <b>Phase 2</b> : Travaux de VRD <b>Action ponctuelle</b> : Aménagement d'un espace public
<b>PILOTE ET PARTENAIRES</b>	<b>Pilote</b> : Commune de Bras-Panon – Services Techniques et CCAS
<b>CALENDRIER DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE</b>	Etudes : septembre 2024 à mars 2025 Consultation travaux : avril 2025 Début des travaux : juillet 2025 Durée prévisionnelle : 8 mois
<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> <b>(Commune, CCAS, Département, Etat, Région, Europe, autres...)</b>	<b>Coût de l'opération</b> : 1 120 000 € HT <b>PVD</b> : 600 000 € soit 53,57% <b>PDT - Transition écologique</b> : 203 500 € soit 18,17% <b>Commune</b> : 316 500 € soit 28,26 %
<b>INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (donner au moins 3 indicateurs mesurables, dont 1 indicateur qualitatif et 1 indicateur quantitatif)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement d'un espace global de 4 700 m<sup>2</sup></li> <li>- Surface d'espace perméable aménagé</li> <li>- Nombre de points d'éclairage solaire installés</li> </ul>

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

**TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (en quoi cette action sert aussi la transition écologique et solidaire)**

Engagée dans une démarche de développement durable, de maîtrise d'énergie et de durabilité, la commune ambitionne d'appliquer l'aspect environnemental à l'ensemble des projets de son territoire.

Dans ce contexte, elle souhaite promouvoir cet aspect dans la construction du pôle social et du square de la Rivière des Roches. Ainsi, ces travaux permettront de disposer d'un environnement composé d'espaces extérieurs offrant un confort et une qualité végétale pour les usagers.

L'éclairage du site sera réalisé à l'aide de mâts solaires.

Le projet prévoit également la mise en place d'une démarche de gestion des eaux pluviales intégrée (GIEP).

**SOCIETE INCLUSIVE (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)**

**OBSERVATIONS**

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<b>INTITULE DE L'ACTION</b> INV * FONC *		<b>RENOVATION DES TERRAINS DE TENNIS</b>
	X	

\* case à cocher

<b>CONTEXTE / ENJEUX</b>	Dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissement, la commune de Bras-Panon souhaite rénover les terrains de tennis du complexe sportif Paul MOREAU
--------------------------	---

<b>OBJECTIFS</b>	L'objectif de ce projet de rénovation est d'offrir aux administrés de la commune un équipement sportif de qualité ouvert à tout public. Ce projet rentre dans un cadre plus général visant à implanter des lieux de sport ayant pour vocation à assurer une mixité d'usage entre pratique libre et pratique encadrée, sur des temps scolaires, associatifs ou individuels.
------------------	--

<b>DESCRIPTIF DE L'ACTION</b>	Le programme des travaux à réaliser comprend : - Travaux préparatoires et terrassement - Réfection du plateau sportif - Réfection de clôture
-------------------------------	---

<b>PERIMETRE DE L'ACTION</b> Localisation Public visé Thématique	<b>Localisation</b> : Complexe sportif Paul MOREAU <b>Public visé</b> : Associations, écoles, public panonnais <b>Thématique</b> : Rénovation des courts de tennis
---	--

<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> <i>(ex : étapes, action ponctuelle ou récurrente, mise en place d'un guichet unique, ...)</i>	<b>Phase 1</b> : Etudes <b>Phase 2</b> : Travaux <b>Action ponctuelle</b> : Rénovation d'un équipement sportif
--	--

<b>PILOTE ET PARTENAIRES</b>	<b>Pilote</b> : Commune de Bras-Panon – Services Techniques
------------------------------	---

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<b>CALENDRIER DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE</b>	Etudes : juin à juillet 2024 Consultation travaux : août 2024 Début des travaux : octobre 2024 Durée prévisionnelle : 3 mois
<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> (Commune, CCAS, Département, Etat, Région, Europe, autres...)	<b>Coût de l'opération</b> : 128 540 € <b>PDT</b> : 80% soit 102 832 € <b>Commune de BRAS PANON</b> : 20% soit 25 708 €
<b>INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION</b> (donner au moins 3 indicateurs mesurables, dont 1 indicateur qualitatif et 1 indicateur quantitatif)	Surface de terrain sportif rénovée : 1 950 m <sup>2</sup> Nombre de courts de tennis : 3
<b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE</b> (en quoi cette action sert aussi la transition écologique et solidaire)	Sans objet
<b>SOCIETE INCLUSIVE</b> (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)	
<b>OBSERVATIONS</b>	

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<b>INTITULE DE L'ACTION</b> INV * FONC *		<b>AMENAGEMENT DES VOIRIES DU LOTISSEMENT BENGALI</b>
	X	

\* case à cocher

<b>CONTEXTE / ENJEUX</b>	Dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissement, la commune de Bras-Panon souhaite poursuivre la mise en œuvre de ses travaux de rénovation des voiries communales
--------------------------	--

<b>OBJECTIFS</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Améliorer les conditions de circulation et le confort des usagers</li> <li>2. Faciliter l'accessibilité des personnes à mobilité réduite</li> <li>3. Amélioration de l'assainissement pluvial</li> </ol>
------------------	--

<b>DESCRIPTIF DE L'ACTION</b>	<p>Le programme des travaux à réaliser comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement d'une chaussée en enrobé,</li> <li>- Réalisation de trottoirs et mise en œuvre d'accotements végétalisés,</li> <li>- Réalisation de stationnement en dalles drainantes,</li> <li>- Amélioration du réseau d'eau pluviale et reprofilage des fossés en terre existants,</li> <li>- Enfouissement du réseau télécom,</li> <li>- Réalisation d'un réseau d'éclairage public (travaux réalisés par le SIDELEC),</li> <li>- Mise en place de la signalisation de voirie,</li> <li>- Aménagement d'espaces végétalisés.</li> </ul>
-------------------------------	---

<b>PERIMETRE DE L'ACTION</b> <b>Localisation</b> <b>Public visé</b> <b>Thématique</b>	<b>Localisation</b> : Rivière du Mât les Hauts – Lotissement Bengali <b>Public visé</b> : Riverains <b>Thématique</b> : Voirie communale
--	--

<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> (ex : étapes, action ponctuelle ou récurrente, mise en place d'un guichet unique, ...)	<b>Phase 1</b> : Etudes de maîtrise d'œuvre <b>Phase 2</b> : Travaux de voirie <b>Action ponctuelle</b> : Rénovation d'une voirie communale
---	---

<b>PILOTE ET PARTENAIRES</b>	<b>Pilote</b> : Commune de Bras-Panon – Services Techniques <b>Partenaire</b> : SIDELEC (Eclairage public)
------------------------------	---

<b>CALENDRIER DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE</b>	Etudes : Avril à octobre 2024 Consultation travaux : Novembre 2024
---	---

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

	<b>Début des travaux : Février 2025</b> <b>Durée prévisionnelle : 10 mois</b>
--	--

<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> <b>(Commune, CCAS, Département, Etat, Région, Europe, autres...)</b>	<b>Coût global de l'opération : 3 540 600 €</b> <b>Commune de Bras-Panon : 46% - 1 623 999 €</b> <b>PVD : 101 001 €</b> <b>Département : - 1 815 000 € dont 117 840 € dédié à la transition écologique (dalles drainantes et espaces verts)</b> <b>- 101 001€ au titre du PDT-PVD</b>
--	---

<b>INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (donner au moins 3 indicateurs mesurables, dont 1 indicateur qualitatif et 1 indicateur quantitatif)</b>	<b>Linéaire de voirie rénové :</b> - Rue Joseph Hubert : 785ml - Rue Général de Gaulle : 655ml - Rue Labourdonnais : 365ml - Rue Lacaussade : 215ml - Rue Commerson : 100ml
--	--

<b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (en quoi cette action sert aussi la transition écologique et solidaire)</b>	- Aménagement d'un espace végétalisé et ombragé sur la rue Général de Gaulle à proximité du local associatif ; - Réalisation d'aires de stationnements en dalles perméables végétalisées permettant l'infiltration d'une partie des eaux de ruissellement ; - Maintien d'accotements enherbés le long des voies de circulation.
---	---

<b>SOCIETE INCLUSIVE (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)</b>	
--	--

<b>OBSERVATIONS</b>	
---------------------	--



Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

**FONCTIONNEMENT « VOLET SOCIAL »**

<b>INTITULE DE L'ACTION</b>		<b>PORTAGE DE REPAS</b>
INV *		
FONC *	X	

\* case à cocher

<b>CONTEXTE / ENJEUX</b>	<p>Dans les prochaines années, La Réunion pourrait compter 65 100 seniors en perte d'autonomie, soit trois fois plus qu'aujourd'hui, en raison d'un vieillissement plus marqué et d'un état de santé moins favorable par rapport à la métropole (22,5 % contre 16,3 % au niveau national). La nutrition est un enjeu majeur de santé publique pour les personnes âgées ou fragiles, car elle impacte directement leur qualité de vie et leur autonomie. Avec le vieillissement, les besoins nutritionnels évoluent et les risques de malnutrition augmentent, notamment en raison de la perte d'appétit, de la diminution de la mobilité ou de pathologies chroniques. Une alimentation déséquilibrée peut entraîner des complications de santé graves telles que la dénutrition, l'affaiblissement du système immunitaire et la perte de masse musculaire.</p> <p>Face à ces enjeux, le portage de repas à domicile constitue une réponse adaptée pour garantir un accès régulier à une alimentation équilibrée, tout en favorisant le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Actuellement, plus de 50 % des bénéficiaires de ce service sont concernés par l'une ou l'autre de ces situations, et la demande ne cesse de croître.</p> <p>Ce projet vise à élargir l'offre de portage de repas afin de répondre à ces besoins croissants, en augmentant le nombre de repas distribués et en proposant de nouvelles solutions pour améliorer la qualité de vie des bénéficiaires.</p>
--------------------------	---

<b>OBJECTIFS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à la prévention de la malnutrition et des problèmes de santé liés à l'alimentation,</li> <li>- Assurer une alimentation équilibrée et adaptée aux besoins des bénéficiaires,</li> <li>- Accroître l'accès à ce service pour les personnes en situation de précarité ou à mobilité réduite,</li> <li>- Lutter contre l'isolement social des bénéficiaires,</li> <li>- Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et handicapées.</li> </ul>
------------------	--

<b>DESCRIPTIF DE L'ACTION</b>	L'action de portage de repas à domicile pour les personnes âgées et handicapées consiste à livrer des repas équilibrés directement au domicile des bénéficiaires en perte d'autonomie. Ce service vise à garantir une alimentation saine et régulière, adaptée aux régimes spécifiques de chacun, tout en favorisant le maintien à domicile. Il permet également de lutter contre l'isolement social en assurant une visite régulière et un contact humain. Les livreurs, formés pour détecter des signes de vulnérabilité, jouent un rôle de veille sociale, assurant ainsi un suivi global du bien-être des bénéficiaires.
-------------------------------	--

<b>PERIMETRE DE L'ACTION</b> <b>Localisation</b> <b>Public visé</b> <b>Thématique</b>	Ville de Bras-Panon Personnes âgées (+ 65 ans), Personnes en situation de handicap Nutrition -Santé
--	--

<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> <i>(ex : étapes, action ponctuelle ou récurrente, mise en place d'un guichet unique, ...)</i>	<p><b>Identification des bénéficiaires</b> : Recensement des personnes âgées et handicapées en perte d'autonomie ou isolées, via les services sociaux, médecins et associations locales. Évaluation des besoins spécifiques (régime alimentaire, fréquence des livraisons, etc.).</p> <p><b>Mise en place logistique</b> : Organisation des circuits de livraison et planification des tournées.</p> <p><b>Formation</b> des livreurs sur les aspects relationnels et la détection des signes de vulnérabilité.</p> <p><b>Lancement du service</b> : Communication auprès des bénéficiaires et leurs familles sur les modalités du service (menus, horaires, contact du livreur). Début des livraisons avec suivi des premières semaines pour ajustements logistiques.</p> <p><b>Suivi et évaluation</b> : Réalisation d'enquêtes de satisfaction périodiques (qualité des repas, interaction avec les livreurs).</p> <p><b>Amélioration continue</b> : Ajustement des menus, des tournées et des services complémentaires en fonction des retours des bénéficiaires et des évaluations.</p>
--	--

<b>PILOTE ET PARTENAIRES</b>	CCAS – Ville de Bras-Panon Restauration – Ville de Bras-Panon Partenaires sociaux
------------------------------	---

--	--

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

<b>CALENDRIER DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE</b>	<p>Janvier : démarrage de l'action</p> <p>Avril : première évaluation (enquête de satisfaction)</p> <p>Septembre : deuxième évaluation (enquête de satisfaction)</p> <p>Octobre : Pré bilan – préparation de l'année N+1</p>
<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> (Commune, CCAS, Département, Etat, Région, Europe, autres...)	<p><b>Budget Global : 850 110 €</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Département : 320 110 €</li> <li>- Mairie / CCAS : 314 000 €</li> <li>- Usagers : 216 000 €</li> </ul>
<b>INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (donner au moins 3 indicateurs mesurables, dont 1 indicateur qualitatif et 1 indicateur quantitatif)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Évolution du nombre de bénéficiaires inscrits.</li> <li>- Nb de demande en attente</li> <li>- Enquête de satisfaction du service.</li> <li>- Nombre de visites effectuées par les livreurs et taux de satisfaction lié à l'interaction sociale lors des livraisons.</li> </ul>
<b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (en quoi cette action sert aussi la transition écologique et solidaire)</b>	<p>En centralisant la production et la livraison des repas, elle optimise la consommation énergétique et limite le gaspillage alimentaire en ajustant les portions aux besoins spécifiques des bénéficiaires.</p> <p>Sur le plan solidaire, cette action renforce les liens sociaux en apportant un soutien direct aux personnes vulnérables et participe ainsi à la lutte contre la précarité tout en s'inscrivant dans une démarche responsable, respectueuse de l'environnement et des besoins sociaux.</p>
<b>SOCIETE INCLUSIVE (services à la population dans le champ du handicap et plus généralement des politiques publiques du Département)</b>	
<b>OBSERVATIONS</b>	

## Annexe 2

## Modèle de tableau des dépenses pour l'investissement

NOM DE LA COMMUNE OU DU CCAS						
NOM DE L'OPERATION						
Nature de la dépense	Désignation /Libellé	Date	Tiers/ Entreprise	Numéro Bordereau	Numéro Mandat	Montant € HT
Sous-total des dépenses € HT à l'atteinte de 50% de la réalisation de la dépense de l'opération						
Sous-total des dépenses € HT à l'atteinte de 100% de la réalisation de la dépense de l'opération						
TOTAL des dépenses € HT de l'opération						

## Modèle de tableau des dépenses pour le fonctionnement

NOM DE LA COMMUNE OU DU CCAS						
NOM DE L'ACTION						
Nature de la dépense	Désignation /Libellé	Date	Tiers/ Entreprise	Numéro Bordereau	Numéro Mandat	Montant € HT
Sous-total des dépenses € HT à l'atteinte de 50% de la réalisation de la dépense de l'action						
Sous-total des dépenses € HT à l'atteinte de 100% de la réalisation de la dépense de l'action						
TOTAL des dépenses € HT de l'opération						

### Annexe 3

#### Fiche « Bilan technique et financier » pour le solde d'une opération et/ou action sur le PDT 2024-2026

Conformément au cadre du Pacte Département et Territoires et aux conventions de Pacte Département et Territoires, signées entre les communes, les CCAS et le Département, le versement du solde de 20% est conditionné à la présentation d'un bilan technique et financier pour chaque projet.

Le bilan technique et financier consiste en la présentation d'un certain nombre de pièces justificatives attestant la réalisation effective des projets financés par la collectivité départementale.

En investissement, les pièces demandées sont les suivantes :

- Un bref descriptif des objectifs à atteindre et de l'action menée,
- Un bilan financier final (par exemple un décompte général définitif des dépenses), précisant le coût total hors taxe de l'opération,
- L'attestation de « service fait » ou le cas échéant le procès-verbal de réception des travaux,
- En cas de travaux, une photo du **panneau de chantier** où la participation du Département doit apparaître en termes de logo, de taux de financement et du montant de la subvention,
- Des photos de la réalisation finale où le logo du Département doit apparaître de façon visible et permanente,
- Pour les acquisitions d'équipement mobilier, des photos où le logo du Département doit apparaître de façon visible sur l'équipement.

Sur présentation du bilan technique et financier d'une opération, jugé conforme, le Département pourra procéder au versement du solde de l'opération, sans attendre l'échéance du dispositif Pacte Département et Territoires 2024-2026.

En fonctionnement, les pièces demandées sont les suivantes :

- Le décompte général et définitif des dépenses, précisant le coût total hors taxe de l'opération,
- Un bilan financier final (par exemple un décompte général définitif des dépenses), précisant le coût total hors taxe de l'action,
- L'attestation de « service fait »,
- Le descriptif de l'action menée reprenant les éléments d'organisation, de mise en œuvre et le nombre de bénéficiaires (ainsi qu'éventuellement les autres indicateurs définis dans la fiche action),
- Un exemple de courrier type de notification de l'aide.

Sur présentation du bilan technique et financier d'une action, jugé conforme, le Département pourra procéder au versement du solde de l'action, sans attendre l'échéance du dispositif Pacte Département et Territoires 2024-2026.

## Annexe 4

### **CADRE D'INTERVENTION RELATIF A L'AMELIORATION TRES LEGERE DE L'HABITAT**

Afin de répondre aux demandes de petits travaux d'amélioration de l'habitat (< 5 000 € TTC), complémentaires des dispositifs existants portés par le Département, le PDT intègre un volet « Amélioration très légère de l'habitat » (ATLH). Ce volet consiste à cofinancer des actions portées par les CCAS ou les communes (appelés dans la suite du document « porteur de l'action ») sur cette thématique.

#### **ARTICLE 1- OBJET**

Le présent cadre a pour objet de préciser les dispositions du Volet Amélioration de l'habitat du Pacte de Solidarité Territoriale soit :

- Les conditions selon lesquelles est accordée cette aide du Conseil Départemental au titre de l'intervention pour travaux d'amélioration très légère de l'habitat.
- Le mode opératoire choisi.

#### **ARTICLE 2- BENEFICIAIRES**

L'aide s'adresse aux publics vulnérables et/ou fragiles (par exemple : personnes âgées, personnes handicapées, familles en difficulté). Les conditions exactes d'éligibilité du public sont fixées par le porteur de l'action d'amélioration très légère de l'habitat.

#### **ARTICLE 3 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE**

Le Département verse au porteur de l'action une subvention de fonctionnement, par redéploiement de crédits de fonctionnement déjà votés dans le cadre des PST et du PDT. Elle est plafonnée à 5 000 € par logement.

#### **ARTICLE 4 – NATURE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

La subvention couvre les montants toutes taxes comprises de travaux d'amélioration très légère de l'habitat réalisés chez les particuliers. Elle ne couvre pas les frais d'ingénierie (technicien recruté par le porteur de l'action, pré-diagnostic réalisé par un bureau d'étude...), ni les frais administratifs (personnel dédié au suivi administratif et financier du dispositif, dépenses affectées au fonctionnement courant du porteur de l'action).

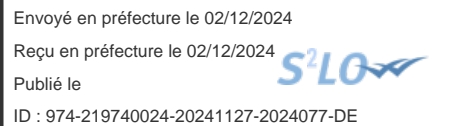
Les travaux éligibles sont :

- L'accessibilité/adaptation
- Sécurité physique
- Santé et hygiène

L'aide intervient uniquement dans le logement et aux abords du logement.

Seules les dépenses réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2026 sont éligibles.

#### **ARTICLE 5 – MODE OPERATOIRE**



Le porteur de l'action organise l'instruction des demandes qu'il reçoit et l'estimation des travaux. Il peut notamment faire réaliser un pré-diagnostic pour déterminer un montant prévisionnel de travaux, permettant le cas échéant de réorienter le ménage vers d'autres aides (notamment les aides départementales si le montant dépasse 5 000 € TTC).

Le porteur de l'action vérifie l'éligibilité du ménage et attribue, selon les critères qu'il aura préalablement définis, les aides. Il notifie l'aide au ménage **en mentionnant le financement du Conseil Départemental**.

Il propose au ménage dont le dossier a été accepté une liste d'entreprises agréées par le porteur de l'action.

Le ménage, qui est maître d'ouvrage, choisit l'entreprise pour la réalisation des travaux. **Les communes et/ou CCAS ne peuvent, en aucun cas, choisir l'entreprise, en lieu et place du ménage.**

Les travaux sont exécutés sur la base d'un bordereau de prix préalablement adopté par le porteur de l'action.

Le porteur de l'action suit l'exécution des travaux et assiste le ménage à la réception. Le ménage (maître d'ouvrage) et le porteur de l'action certifient le service fait. Le porteur de l'action effectue, par subrogation, le règlement financier auprès de l'entreprise.

A titre exceptionnel, et si le porteur de l'action justifie, sur le territoire, de l'impossibilité de recourir à des entreprises (pour des raisons de coûts exorbitants, d'absence d'intervenants etc.), le porteur de l'action peut intervenir en régie. Dans ce cas, il devra apporter la preuve qu'il souscrit aux assurances obligatoires pour ces interventions. Une procédure spécifique sera alors déterminée dans la convention liant le Département au porteur de l'action. Seules les dépenses relatives aux travaux seront prises en charge, seront exclues les dépenses en personnel.

De manière générale, le porteur de l'action s'engage à garantir que les interventions réalisées le sont dans les règles de l'art, en particulier en matière de diagnostic d'amiante préalable.

#### **ARTICLE 6 – PAIEMENTS ET PIECES JUSTIFICATIVES**

Aucune avance spécifique n'est versée pour cette action, s'agissant de redéploiements de crédits.

Le Département verse des acomptes au porteur de l'action, à une périodicité ne pouvant pas excéder tous les trois mois, sur la base d'un état des paiements certifiés du payeur et du président du CCAS ou du maire de la commune.

Lorsque les montants versés par le Département atteignent l'enveloppe allouée au porteur de l'action pour l'action ATLI, il ne sera plus versé d'acompte.

Un bilan global de l'utilisation de l'enveloppe sera réalisé dans les six mois suivant la fin de l'éligibilité des dépenses. En cas de trop-perçu, c'est-à-dire si les montants versés par le Département excèdent les montants justifiés par le porteur de l'action, le Département émettra un titre de recettes pour la restitution des sommes indument versées.

#### **ARTICLE 7 – CONTRÔLE ET RESPONSABILITES**

Le Département se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle sur pièces (notamment factures détaillées des travaux réalisés, liste des bénéficiaires etc.) et sur place (au sein des logements ayant bénéficié de travaux), par ses propres services ou toute autre contrôleur mandaté par ses soins.

Dans le cas où ce contrôle contredirait les pièces justificatives transmises par le porteur de l'action, le Département se réserve le droit de réajuster les montants et modalités de versement des subventions, y compris d'émettre un droit de recettes pour le trop-perçu.

Les aides financières apportées par le Département au porteur de l'action ne peuvent engager, à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque pouvant survenir en cours d'exécution, la responsabilité du Département à l'égard du porteur de l'action ou d'un tiers, en particulier des occupants ou propriétaires du logement au sein duquel les travaux ont été effectués.

#### **ARTICLE 8- CONTRACTUALISATION**

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 974-219740024-20241127-2024077-DE

La signature d'un avenant à la convention PDT formalisera le partenariat sur la base d'un plan d'action précisant :

- Les dépenses envisagées, en distinguant les montants consacrés aux travaux proprement dits et les dépenses consacrées à l'accompagnement et au suivi du projet
- Le montant sollicité au titre du volet AT LH du PDT. Le taux d'intervention du Département est déterminé par le porteur de l'action en fonction des financements obtenus par ailleurs, pour chaque projet, en divisant le montant départemental sollicité par le montant total des travaux d'AT LH envisagés (TTC).

Chaque convention fera l'objet d'une adoption en Commission Permanente.